

Nous venons de lire cet article <https://www.clubic.com/actualite-607108-ovhcloud-veut-cibler-les-armees-europeennes-avec-une-offre-cloud-souveraine-inedite.html> dans lequel OVH annonce se positionner sur les données sensibles et secrètes des armées européennes, en concurrence directe avec AWS et Microsoft.

Cette annonce interroge profondément sur le sens réel des “valeurs” affichées par notre entreprise.

Certains répondront qu’il est normal qu’OVH se positionne sur ce marché : après tout, les données militaires ne devraient pas être laissées aux mains des géants américains. On nous expliquera qu’il s’agit d’un enjeu de souveraineté, d’un droit régalien, d’une nécessité stratégique.

Mais c’est précisément là qu’il ne faut pas tomber dans le piège.

Refuser qu’AWS, Microsoft ou Google contrôlent les données sensibles des États ne signifie pas qu’il faudrait applaudir leur transfert vers des acteurs privés européens. La question de fond demeure la même : pourquoi accepter que des entreprises privées, guidées par la recherche du profit, deviennent des acteurs centraux de la préparation des guerres de demain ?

La souveraineté ne devrait pas servir de prétexte à ouvrir de nouveaux marchés lucratifs à quelques grands groupes du numérique. Derrière le mot “régalien”, il y a surtout des contrats publics massifs, des revenus garantis, des partenariats stratégiques et des actionnaires qui savent déjà où se trouvent les profits de demain.

Jean Jaurès écrivait : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l’orage. » Cette phrase résonne avec une force particulière aujourd’hui. Car ce qui se dessine n’est pas seulement une politique de défense : c’est la transformation progressive de toute une économie au service des besoins militaires. Données classifiées, cloud souverain, cybersécurité de guerre, intelligence artificielle appliquée aux conflits : tout devient prétexte à de nouveaux marchés.

Anatole France dénonçait lui aussi l’hypocrisie sociale des puissants lorsqu’il écrivait : « On croit mourir pour la patrie , on meurt pour des industriels. »

Derrière les discours sur la sécurité et la souveraineté, il faut regarder qui gagne réellement : les grands groupes industriels, les actionnaires, les fournisseurs de technologies, les marchands d’armes et désormais les géants du numérique ?

Cette logique est d’autant plus inquiétante qu’elle s’inscrit dans un climat politique où le vocabulaire guerrier est devenu banal. Pendant la crise du Covid, Emmanuel Macron a répété six fois : « Nous sommes en guerre. » Ces mots n’ont pas été posés au hasard. Il fallait obéir, se préparer, accepter les sacrifices, notre liberté.

Aujourd'hui, le même imaginaire revient : effort de guerre, économie de guerre, réarmement démographique, patriotisme industriel.

Certaines déclarations récentes de responsables militaires appelant à préparer la société à un conflit de haute intensité nourrissent cette inquiétude. Derrière ces discours, il y a l'idée qu'il faudrait habituer la population au sacrifice : accepter des budgets militaires toujours plus élevés, accepter que les services publics soient sacrifiés, accepter que les jeunes soient préparés à devenir demain les victimes de conflits qui ne servent pas leurs intérêts.

Dans ce contexte, voir notre entreprise se réjouir d'entrer sur le marché des données secrètes des armées peut apparaître comme une trahison des valeurs qu'elle prétend défendre.

Ce n'est plus seulement de la technologie : c'est une participation directe à une économie de guerre.

Et cela ne se fait pas "pour la patrie", mais parce que ce secteur promet des contrats massifs, des revenus garantis et une croissance rentable.

Et pourtant, d'autres choix existent. Anthropic, par exemple, refuse les marchés militaires et renforce sa présence dans le secteur pharmaceutique.

Ce choix n'est pas anodin. Il montre qu'il est possible d'orienter l'intelligence artificielle et les capacités technologiques vers la santé, la recherche, les médicaments et les besoins humains.

C'est cela qui devrait nous interpeller. Pourquoi investir des milliards dans les outils de guerre quand les besoins explosent dans les hôpitaux, dans la recherche médicale, dans l'éducation, dans la transition écologique ?

Pourquoi mettre les compétences des salariés au service du secret militaire plutôt qu'au service de l'intérêt général ?

D'ailleurs, l'École de Guerre Économique va bientôt intervenir dans nos locaux dès le mois de juin (voir people visit). Peut-on encore parler d'intérêt général ou de défense de la France, quand tout montre qu'il s'agit avant tout d'intérêts économiques ?

La CGT est un syndicat de paix. Nous dénonçons cette dérive. Les travailleurs n'ont pas vocation à produire des outils pour préparer les guerres de demain. Ils ont vocation à construire des technologies utiles à la société : pour la santé, l'éducation, l'écologie, la coopération entre les peuples.

Face à cette militarisation rampante de l'économie, il faut rappeler une évidence : ce ne sont jamais les dirigeants, les actionnaires ou les industriels qui paient le prix des guerres. Ce sont toujours les salariés, les familles populaires et les jeunes générations.

Alors posons la question clairement :

OVH sera-t-il le nouveau profiteur de guerre ?